



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

équilibre budgétaire

Question écrite n° 65192

Texte de la question

M. Jacques Bompard attire l'attention de M. le ministre des finances et des comptes publics sur la situation désastreuse de l'économie française : entre l'explosion de la fiscalité et la poursuite de l'endettement de l'État, les promesses sans résultats exaspèrent les Français. Ainsi, selon le rapporteur général du budget, le montant des prélèvements supplémentaires sur les ménages et les entreprises est estimé à 69 milliards d'euros entre 2011 et 2013. Par ailleurs, les prélèvements ont augmenté de 18 milliards d'euros en 2011, de 22 milliards d'euros en 2012 et de 29 milliards en 2013. D'autre part, au lieu des 3,8 % annoncés, le déficit public français atteindra 4,4 % en 2014 : en vertu du pacte de stabilité et de croissance, le Conseil de l'Union européenne devra imposer des sanctions à la France, ce qui accroîtra la crise et imposera des remèdes dramatiques. La hausse de la fiscalité subie par les Français n'a, en rien, amené le Gouvernement à rationaliser les dépenses publiques. L'État et les collectivités territoriales n'ont eu de cesse de gaspiller de façon inconsidérée l'argent public : de 2000 à 2010, les dépenses des régions ont en effet augmenté de 121,5 %, quand celles des départements progressaient de 92, % et celles des communes (et de leurs groupements) de 43,4 %. En 2014, le montant de la dotation globale de fonctionnement versée par l'État aux collectivités s'élève à 40,1 milliards d'euros. Au titre de la gabegie budgétaire, il convient également de dénoncer le coût de l'intercommunalité : les dépenses communales et intercommunales se sont accumulées au lieu de se substituer. Nous assistons donc à un phénomène de stagnation de l'économie française : croissance quasi-nulle, explosion du chômage, baisse de l'activité marchande, etc. Le gel de l'économie française est, en partie, dû au coût du travail, en particulier celui des charges sociales : de ce fait, nos entreprises sont moins concurrentielles et vendent moins. Avec le carcan des 35 heures, la retraite à 60 ans, les embauches inutiles de fonctionnaires, la revalorisation régulière des aides sociales, les primes et cadeaux en tous genres aux communautarismes, ou encore la suppression du jour de carence : les rêves et l'irresponsabilité sont au pouvoir, tournant définitivement le dos au bon sens. Les conséquences de ce laxisme budgétaire sont douloureuses pour nos concitoyens : le niveau de vie baisse de 1 % par an depuis 2012 et la richesse par habitant est déjà de 6 % en-dessous de la moyenne des pays développés. Il faut lire la décadence de Rome pour voir avec quelle frénésie la France réalise exactement les mêmes erreurs que celles qui ont entraîné la disparition de la plus grande puissance de l'époque : en accroissant démesurément le pouvoir du Gouvernement au détriment de la responsabilité individuelle, nous faisons la même erreur que l'empire romain il y a des siècles. Il demande quand le Gouvernement prendra conscience de l'urgence de mener une politique de bien commun, passant par le rétablissement du droit au travail pour tous et le retour au réel.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Bompard](#)

Circonscription : [Vaucluse \(4^e circonscription\)](#) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 65192

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 septembre 2014](#), page 8185